

Commission paritaire pour employés de l'industrie alimentaire

Convention collective de travail du 23 février 2009 modifiant et coordonnant les statuts du Fonds social et de garantie des employés de l'industrie alimentaire.

Institution.

Article. 1^{er}. Champ d'application

La présente convention collective de travail s'applique :

1. aux employeurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire, à l'exception du secteur des boulangeries artisanales, des pâtisseries artisanales et des salons de consommation annexés à une pâtisserie artisanale;
2. aux employés occupés dans les entreprises visées au 1 du présent article.

Par "employés" sont visés les employés masculins et féminins.

Art. 2. Les statuts du Fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds social et de garantie pour les employés de l'industrie alimentaire", institué par la convention collective de travail du 29 mars 1976, rendue obligatoire par arrêté royal du 7 juillet 1977 (Moniteur belge du 2 septembre 1977), et tels que modifiés par les conventions collectives de travail rendues obligatoires ultérieurement, sont modifiés et coordonnés tels qu'ils figurent à l'annexe de la présente convention collective de travail.

Art. 3. La présente convention collective de travail avec les statuts du "Fonds social et de garantie de l'industrie alimentaire" en annexe entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009. Elle remplace la convention collective de travail du 29 mars 1976 conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire instituant un fonds de sécurité d'existence dénommé Fonds Social et de garantie des employés de l'industrie alimentaire et en fixant ses statuts, rendue obligatoire par arrêté royal du 7 juillet 1977 (Moniteur belge du 2 septembre 1977), telle que modifiée par les conventions collectives de travail rendues obligatoires ultérieurement.

Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par une des parties, moyennant préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la commission paritaire pour employés de l'industrie alimentaire et aux organisations qui y sont représentées.

ANNEXE, STATUTS

Chapitre 1er. Dénomination, siège social, but, durée.

Article 1^{er}. Il est institué, à partir du 14 janvier 1976, un fonds de sécurité d'existence sous la dénomination "Fonds social et de garantie des employés de l'industrie alimentaire", dénommé ci-après Fonds.

Art. 2. Le siège du Fonds Social est établi à 1000 Bruxelles, Grand'Place, 10.

Art. 3. Le Fonds a pour objet :

1. la perception des cotisations nécessaires à son fonctionnement;
2. la détermination de la nature, de l'étendue et des conditions d'octroi de la participation aux frais de formation professionnelle, syndicale et économique des employés ainsi que l'octroi d'avantages sociaux complémentaires aux employés de l'industrie alimentaire;
3. d'assurer le paiement de ces participations aux frais et de ces avantages sociaux;
4. de garantir le paiement de l'indemnité compensatoire à l'allocation de chômage aux employés âgés licenciés, en vertu de l'article 12 de la convention collective de travail nr. 17 conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, rendue obligatoire par arrêté royal du 16 janvier 1975 (Moniteur belge du 31 janvier 1975);
5. le remboursement des charges administratives se rapportant au paiement des participations aux frais et des avantages sociaux visés au point 3, aux organisations représentatives qui prêtent leur concours à leur paiement;
6. la perception et l'utilisation des cotisations patronales en vue de promouvoir l'emploi;
7. de rembourser à l'employeur le surcoût du pécule de vacances complémentaire contenu à l'article 2 de la convention collective de travail du 16 décembre 1999 portant assimilation des jours de chômage pour force majeure pour les vacances annuelles des employés de l'industrie alimentaire.
8. le remboursement aux organisations représentatives représentées au sein de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire, des charges se rapportant à l'amélioration des relations industrielles, à la formation et à l'information professionnelle, syndicale, économique et sociale, à l'application de la classification de fonction sectorielle ainsi qu'à la promotion de l'emploi, dans les différents secteurs de l'industrie alimentaire, à condition que les organisations concernées démontrent qu'elles ont supporté de telles charges.

Art. 4. Les présents statuts s'appliquent :

1. aux employeurs des entreprises de l'industrie alimentaire, ressortissant à la C.P. pour les employés de l'industrie alimentaire, à l'exception du secteur des boulangeries artisanales, des pâtisseries artisanales et des salons de consommation annexés à une pâtisserie artisanale

2. aux employés et employées occupés dans les entreprises visées au point 1 du présent article.

Chapitre II Administration.

Art. 5. Le Fonds est géré par un Conseil d'administration composé paritairement de délégués des employeurs et de délégués des employés.

Ce conseil compte dix membres, c'est-à-dire cinq délégués des employeurs et cinq délégués des employés, représentant les organisations des employés.

Les membres du conseil d'administration sont désignés par la C.P. pour les employés de l'industrie alimentaire. Leur mandat dure trois ans.

Art. 6. Chaque année, le conseil d'administration désigne en son sein un président et un vice-président, rééligibles.

Art. 7. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président. Le président est tenu de convoquer le conseil au moins une fois par an, et chaque fois qu'au moins deux membres du conseil en font la demande.

Les convocations doivent contenir l'ordre du jour. Les procès-verbaux sont établis par le secrétaire, désigné par le conseil d'administration et signés par celui qui a présidé la réunion.

Des extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Les décisions sont prises à l'unanimité. Pour que le vote soit valable, il faut que six membres au moins soient présents, dont trois membres représentant l'organisation patronale, et trois les organisations d'employés, avec au moins un délégué pour chacune des organisations d'employés représentées.

Il ne peut être voté que sur les points figurant à l'ordre du jour.

Art. 8. Le conseil d'administration a pour mission de gérer le Fonds et de prendre toutes les mesures qui s'avèrent nécessaires à son bon fonctionnement. Il possède les pouvoirs les plus étendus pour la gestion et la direction du Fonds.

Le conseil d'administration est représenté dans toutes ses actions et agit en justice par le président ou l'administrateur délégué à cet effet.

Les administrateurs ne sont responsables que pour l'exécution de leur mandat. Il ne leur incombe aucune obligation personnelle par suite de leur gestion, à l'égard des engagements du Fonds.

Art. 9. Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres, ou même à des tiers.

Art. 10. La gestion journalière est assumée par un comité de direction, composé de six membres, c'est-à-dire trois membres représentant les organisations d'employés et trois membres

représentant l'organisation patronale. Ces membres sont choisis par et parmi les membres du conseil d'administration.

Chapitre III. Financement.

Art. 11. Le Fonds dispose des cotisations versées par les employeurs visés à l'article 4, point 1er.

Art. 12. § 1^{er}. Les cotisations susdites sont perçues pour le fonctionnement du Fonds social et de garantie des employés de l'industrie alimentaire.

§ 2. Pour les entreprises à l'exception des entreprises mentionnées au § 3 du présent article :

- > à partir du 1^{er} janvier 2009 et pour une durée indéterminée : 0,20 % des rémunérations déclarées à l'Office national de sécurité sociale

§ 3. Pour les sucreries, raffineries de sucre, fabriques de sucre inverti et d'acide citrique, confiseries, levureries et distilleries qui portent le numéro indice ONSS 848/... :

- > du 1^{er} janvier 2009 jusqu'au 31 décembre 2013 : 0,00 % des rémunérations déclarées à l'Office national de sécurité sociale
- > à partir du 1^{er} janvier 2014 et pour une durée indéterminée : 0,20 % des rémunérations déclarées à l'Office national de sécurité sociale

§ 4. Les cotisations suivantes sont perçues pour l'Institut de Formation Professionnelle pour les employés de l'industrie alimentaire, ci-après dénommé "IFP" :

- > à partir du 1^{er} avril 2009 et pour une durée indéterminée : 0,20 % des rémunérations déclarées à l'Office national de sécurité sociale, dont 0,10 p.c sont destinés au financement de l'IFP et 0,10 p.c. sont destinés à des initiatives de formation et d'emploi pour les groupes à risque.

§ 5. Les cotisations mentionnées aux § 2, 3 et 4 sont perçues et recouvrées par l'Office National de Sécurité Sociale et sont transmises au Fonds social et de garantie des employés de l'industrie alimentaire. Il transmet les cotisations à l'IFP.

Art. 13. Sans préjudice de l'application de l'article 14 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, le montant des cotisations ne peut être modifié que par une convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire, rendue obligatoire par arrêté royal.

Chapitre IV. Budgets, comptes.

Art. 14. L'exercice prend cours le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre.

Art. 15. Chaque année, au cours du mois de juin au plus tard, le budget pour l'année suivante est soumis à l'approbation de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire.

Art. 16. Les comptes de l'année écoulée sont clôturés au 30 juin. La clôture et le bilan doivent être suffisamment détaillés du point de vue comptable.

Le conseil d'administration, ainsi que le réviseur désigné en vertu de l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence par la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire, présentent annuellement un rapport écrit sur l'exécution de leur mission au cours de l'année écoulée.

Le bilan, ainsi que les rapports écrits susmentionnés, doivent être soumis au cours du mois d'octobre au plus tard à l'approbation de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire.

Chapitre V. Bénéficiaires et allocations.

Art. 17. Les employés visés à l'article 4, point 2, membres d'une des organisations représentatives interprofessionnelles de travailleurs qui sont fédérées sur le plan national, ont droit aux avantages sociaux visés à l'article 3, point 2, pour autant qu'ils n'en aient pas été exclus par suite du non-respect de la paix sociale.

Cette exclusion est prononcée par le conseil d'administration du Fonds sur avis du président de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire.

Art 18 Le montant et les modalités de paiement des avantages sociaux dont question à l'article 3, point 2, sont fixés par convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire, rendue obligatoire par arrêté royal.

Chapitre VI. Dissolution, liquidation.

Art. 19. Le Fonds est dissous soit par convention collective de travail soit par dénonciation de la présente convention collective de travail.

La Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire désigne dans ce cas les liquidateurs, définit leurs pouvoirs et appointements et précise la destination des avoirs.

Chapitre VII Dispositions finales.

Art. 20. La présente convention collective de travail produit ses effets le 1er janvier 2009.

Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par une des parties, moyennant un préavis de six mois, signifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire, et aux organisations qui y sont représentées.

Paritair comité voor de bedienden van de voedingsnijverheid

Collectieve arbeidsovereenkomst van 23 februari 2009 tót wijziging en coördinatie van de statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds van de bedienden van de voedingsnijverheid

Oprichting.

Artikel 1. Toepassingsgebied

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing :

1. op de werkgevers van de ondernemingen welke onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid ressorteren, met uitzondering van de ambachtelijke bakkerijen, de ambachtelijke banketbakkerijen, de verbruikszalen bij een ambachtelijke banketbakkerij;
2. op de bedienden tewerkgesteld in de ondernemingen bedoeld onder punt 1 van dit artikel.

Onder "bedienden" verstaat men de mannelijke en vrouwelijke bedienden.

Art. 2. De statuten van het Fonds voor bestaanszekerheid, genaamd "Waarborg- en Sociaal Fonds van de bedienden van de voedingsnijverheid", opgericht door de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 maart 1976, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 7 juli 1977 (Belgisch Staatsblad van 2 september 1977) en zoals gewijzigd door de nadien algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomsten, worden gewijzigd en gecoördineerd zoals bepaald in de bijlage bij deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst met als bijlage de statuten van het "Waarborg- en Sociaal Fonds van de voedingsnijverheid", treedt in werking op 1 januari 2009. Zij vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 maart 1976 gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid tót oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Waarborg- en Sociaal Fonds van de bedienden van de voedingsnijverheid" en tót vaststelling van zijn statuten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 7 juli 1977 (Belgisch Staatsblad van 2 september 1977) en zoals gewijzigd door de nadien algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomsten.

Zij wordt gesloten voor een onbepaalde tijd en kan door één van de partijen worden opgezegd mits een opzeggingstermijn van zes maanden, betekend per een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid en aan de organisaties erin vertegenwoordigd.

Bijlage. Statuten.

Hoofdstuk I. Benaming, maatschappelijke zetel, doeK duur.

Artikel. 1. Er wordt, met ingang van 14 januari 1976, een fonds voor bestaanszekerheid opgericht onder de benaming "Waarborg- en Sociaal Fonds van de bedienden van de voedingsnijverheid", hierna Fonds genoemd.

Art. 2. De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd te 1000 Brussel, Grote Markt, 10.

Art. 3. Het Fonds heeft tôt doel :

1. het innen van de bijdragen nodig voor zijn werking;
2. het vaststellen van de aard, de omvang en de toekenningsvoorwaarden van de tegemoetkoming in de kosten voor de beroeps-, vakbonds en economische vorming van de bedienden en het toekennen van aanvullende sociale voordelen aan de bedienden van de voedingsnijverheid;
3. de betaling van deze tegemoetkomingen en sociale voordelen te verzekeren;
4. het waarborgen van de uitbetaling van de aanvullende vergoeding bij de werkloosheidsuitkering van de ontslagen oudere bedienden, ingevolge artikel 12 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 gesloten op 19 december 1974 in de Nationale Arbeidsraad, tôt invoering van een regeling voor aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers, indien zij worden ontslagen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 16 januari 1975 (Belgisch Staatsblad van 31 januari 1975);
5. de administratieve lasten met betrekking tôt de uitbetaling van tegemoetkomingen en sociale voordelen bedoeld in punt 3 te vergoeden aan de representatieve organisaties die hun medewerking verlenen bij de uitbetaling ervan;
6. de inning en het gebruik van de werkgeversbijdragen ter bevordering van de tewerkstelling;
7. de meerkost van het supplementair vakantiegeld bevat in artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 december 1999 houdende gelijkstelling van dagen werkloosheid wegens overmacht voor de jaarlijkse vakantie van de bedienden uit de voedingsnijverheid terug te betalen aan de werkgevers
8. de lasten met betrekking tôt de verbetering van de industriële relaties, de beroeps-, vakbonds-, economische en sociale vorming en informatie, de toepassing van de sectorale functieclassificatie, evenals de promotie van de werkgelegenheid in de verschillende sectoren van de voedingsnijverheid terug te betalen aan de representatieve organisaties vertegenwoordigd in het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid die aantonen dat zij dergelijke kosten hebben gemaakt.

Art. 4. Deze statuten zijn van toepassing :

1. op de werkgevers van de ondernemingen van de voedingsnijverheid, welke onder de bevoegdheid van het P.C. voor de bedienden uit de voedingsnijverheid ressorteren, met uitzondering van de ambachtelijke bakkerijen, de ambachtelijke banketbakkerijen, de verbruikszalen bij een banketbakkerij

2. op de bedienden tewerkgesteld in ondernemingen bedoeld onder punt 1 van dit artikel.

Hoofdstuk II. Beheer.

Art. 5. Het Fonds wordt beheerd door een raad van beheer, paritair samengesteld uit afgevaardigden van de werkgevers en uit afgevaardigden van de bedienden.

De raad bestaat uit tien leden, te weten vijf afgevaardigden van de werkgevers en vijf afgevaardigden van de bedienden, die de bediendeorganisatie vertegenwoordigen.

De leden van de raad van beheer worden aangeduid door het P.C. voor de bedienden uit de voedingsnijverheid. Hun mandaat duurt drie jaar.

Art. 6. Ieder jaar duidt de raad van beheer in zijn midden een voorzitter en een ondervoorzitter aan; dezen zijn herkiesbaar.

Art. 7. De raad van beheer vergadert op uitnodiging van de voorzitter. De voorzitter is gehouden de raad ten minste één maal per jaar bijeen te roepen, en telkens wanneer ten minste twee leden van de raad erom verzoeken.

De uitnodigingen moeten de agenda bevatten. De notulen worden opgemaakt door de secretaris, aangewezen door de raad van beheer en ondertekend door diegene die de vergadering heeft voorgezeten.

Uittreksels van deze notulen worden ondertekend door de voorzitter of door twee beheerders.

De beslissingen worden eenparig genomen. Opdat de stemming geldig weze, moeten minstens zes leden aanwezig zijn, waarvan drie leden de werkgeversorganisatie vertegenwoordigen, en drie de bediendenorganisaties, met minstens één afgevaardigde voor iedere vertegenwoordigde bediendenorganisatie.

Er kan slechts worden gestemd over de punten welke op de agenda voorkomen.

Art. 8. De raad van beheer heeft tót opdracht het Fonds te beheren en alle maatregelen te treffen welke nodig blijken voor zijn goede werking. Hij beschikt over de meest uitgebreide macht voor het beheer en de leiding van het Fonds.

De raad van beheer treedt in al zijn handelingen op en handelt in rechte bij monde van de voorzitter of van de daartoe afgevaardigdebeheerder.

De beheerders zijn slechts verantwoordelijk voor de uitvoering van hun mandaat.

Zij gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan wegens hun beheer ten opzichte van de verbintenissen van het Fonds.

Art. 9. De raad van beheer kan zijn macht geheel of ten dele overdragen aan één of meerdere van zijn leden of zelfs aan derden.

Art. 10. Het dagelijks beheer, wordt waargenomen door een directiecomité, samengesteld uit zes leden, te weten drie vertegenwoordigers van de bediendeorganisaties en drie vertegenwoordigers van de werkgeversorganisatie. Deze leden worden gekozen door en uit de leden van de raad van beheer.

Hoofdstuk III - Financiering.

Art. 11. Het Fonds beschikt over de bijdragen gestort door de werkgevers bedoeld in artikel 4, punt 1.

Art. 12. § 1. Volgende bijdragen worden geïnd voor de werking van het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bedienden uit de voedingsnijverheid.

§ 2. Voor de ondernemingen met uitzondering van de ondernemingen vermeld onder § 3 van dit artikel :

- > vanaf 1 januari 2009 en voor onbepaalde duur : 0,20 % berekend op de lonen aangegeven aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid

§ 3. Voor de suikerfabrieken, de suikerraffinaderijen, de ondernemingen voor invertsuiker en citroenzuur, de kandijfabrieken, de gistfabrieken en de distilleerderijen, die als RSZ-kengetal het nummer 848/... dragen :

- > van 1 januari 2009 tót en met 31 december 2013 : 0,00 % berekend op de lonen aangegeven aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid
- > vanaf 1 januari 2014 en voor onbepaalde duur : 0,20 % berekend op de lonen aangegeven aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid

§ 4. De volgende bijdragen worden geïnd voor het Instituut voor Professionele Vorming voor de bedienden van de voedingsnijverheid, hierna genoemd "IPV" :

- > vanaf 1 april 2009 en voor onbepaalde duur : 0,20 % berekend op de lonen aangegeven aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid waarvan 0,10 pet. bedoeld is voor de financiering van het IPV en 0,10 pet. bedoeld is voor vormings- en tewerkstellingsinitiatieven voor de risicogroepen.

§ 5. De bijdragen vermeld in §§ 2, 3 en 4 worden geïnd en ingevorderd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en worden overgemaakt aan het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bedienden uit de voedingsnijverheid. Deze maakt de bijdrage over aan het IPV.

Art. 13. Onverminderd de toepassing van artikel 14 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid kan het bedrag van de bijdragen slechts worden gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

Hoofdstuk IV. Begrotingen, rekeningen.

Art. 14. Het dienstjaar neemt een aanvang op 1 januari en eindigt op 31 december.

Art. 15. Elk jaar wordt uiterlijk tijdens de maand juni, de begroting voor het volgende jaar ter goedkeuring voorgelegd aan het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid.

Art. 16. De rekeningen van het verlopen jaar worden afgesloten op 30 juni. De afsluiting en de balans moeten op boekhoudkundig gebied voldoende omschreven zijn.

De raad van beheer, alsmede de bij toepassing van artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid door het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid, aangewezen revisor of accountant, brengen jaarlijks een schriftelijk verslag over het vervullen van hun opdracht tijdens het verlopen jaar.

De balans, samen met de hoger genoemde schriftelijke verslagen, moeten uiterlijk tijdens de maand oktober ter goedkeuring aan het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid worden voorgelegd.

Hoofdstuk V. Rechthebbenden en uitkeringen.

Art. 17. De bij artikel 4, punt 2, bedoelde bedienden, leden van één van de representatieve interprofessionele werknemersorganisaties, hebben recht op de sociale voordelen bedoeld in artikel 3, punt 2, voor zover zij ervan niet werden uitgesloten wegens het niet-eerbiedigen van de sociale vrede.

Deze uitsluiting wordt uitgesproken door de raad van beheer van het Fonds, op advies van de voorzitter van het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid.

Art. 18. Het bedrag en de belastingsmodaliteiten van de bij artikel 3, punt 2, bedoelde sociale voordelen worden vastgesteld op voorstel van het directiecomité bedoeld bij artikel 11, bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

Hoofdstuk VI. Ontbinding, vereffening.

Art. 19. Het Fonds kan worden ontbonden of door een collectieve arbeidsovereenkomst of door opzegging van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid wijst de vereffenaars aan en bepaalt hun machten en bezoldigingen en duidt de bestemming van het vermogen aan.

Hoofdstuk VII. Slotbepalingen.

Art. 20. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2009.

Zij wordt gesloten voor een onbepaalde tijd en kan door één van de partijen worden opgezegd mits een opzeggingstermijn van zes maanden, betekend per een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid en aan de organisaties erin vertegenwoordigd.